

"Le pacte de stabilité et l'UEM" dans Europe (13 juin 1997)

Légende: Le 13 juin 1997, anticipant sur les décisions du Conseil européen d'Amsterdam des 16 et 17 juin, Ferdinando Riccardi, rédacteur en chef de l'Agence Europe à Bruxelles, se félicite de la mise en place du pacte de stabilité et de croissance et montre son importance dans le contexte du passage, le 1er janvier 1999, à la troisième phase de l'Union économique et monétaire (UEM) et de l'introduction de la monnaie unique.

Source: Europe. 13.06.1997. Bruxelles. "La grande attraction de cette semaine autour du pacte de stabilité a été, pour certains aspects, positive", auteur:Riccardi, Ferdinando , p. 1.

Copyright: (c) Europe, Agence internationale d'information pour la presse

URL: http://www.cvce.eu/obj/le_pacte_de_stabilite_et_l_uem_dans_europe_13_juin_1997-fr-72f69ab6-df22-482e-b1b5-ea11975be614.html

Date de dernière mise à jour: 20/12/2013

La grande agitation de cette semaine autour du pacte de stabilité a été, pour certains aspects, positive. L'UEM est mieux équilibrée et l'attachement des Quinze à la monnaie unique est apparu en pleine lumière, message important pour les marchés financiers

par **Ferdinando Riccardi**

Si, en définitive, le pacte de stabilité et les textes spécifiques relatifs à la monnaie unique sont approuvés la semaine prochaine à Amsterdam, la grande agitation de cette semaine n'aura pas du tout été négative: au contraire. Et ceci pour deux raisons essentielles.

La première est que le désarroi initial provoqué par la demande de la France d'ajouter quelque chose au pacte de stabilité a montré à quel point, désormais, tous les États membres sont attachés à la monnaie unique et à son calendrier. Lorsque cette monnaie n'est pas en question, il est facile (et parfois profitable pour la popularité d'un homme politique) de lui trouver tous les défauts du monde; mais dès que surgit un danger, une crainte même vague que sa création puisse être remise en cause, les responsables de l'économie et des finances réagissent ensemble de la même manière: "surtout pas ça" ! L'Europe a tellement investi dans cette monnaie, elle a tellement progressé vers sa mise en place, qu'un retour en arrière serait un véritable désastre. Un désastre pour l'unité européenne, c'est évident, mais aussi pour chaque État membre et pour les citoyens qui, tous, perdraient d'un coup les avantages que l'euro apportera à l'économie générale. Lundi à Luxembourg, les ministres avaient l'air de se dire: d'accord, on discute, chacun a ses revendications et ses préférences, mais à la condition que le passage à la phase finale de l'UEM ne soit pas mis en doute. Le souci prioritaire avait été, ce jour-là, de lancer le message suivant à l'opinion publique et aux marchés financiers: nous avons un problème, mais le calendrier n'est en rien compromis. La preuve de cet attachement fondamental (auquel participe désormais également le Royaume-Uni, M. Blair dixit, même s'il estime ne pas pouvoir participer à l'euro avec la première vague) est maintenant acquise, le message est arrivé à destination...

Le deuxième motif de satisfaction est qu'en fait, le texte que la France a réclamé... plaît à tout le monde (ou presque). Il rassure le Parlement européen, il donne une indication positive à l'opinion publique, il était souhaité dans plusieurs capitales et à Bruxelles même; tout ceci sans mettre en cause le contenu et les principes du pacte de stabilité. Ce ne sera certes pas Jacques Santer qui se plaindra si son pacte de confiance pour l'emploi est à l'avenir pris davantage en considération...

S'il y a eu quelque chose d'étonnant, c'est l'effet de surprise constaté dans certains milieux et certaines capitales, alors que tout avait été annoncé et prévu. Avoir de bonnes lectures, c'est parfois fondamental. L'Agence EUROPE a fait de son mieux pour en mettre d'excellentes à la disposition de ses lecteurs depuis quelques semaines, à propos de la vexata quaestio dite (avec des termes impropres mais clairs) du "gouvernement économique européen", et concernant en fait la coordination des politiques économiques. Ceux qui ont pris la peine de lire, dans nos "textes de la semaine", ce qu'ont dit Jacques Delors, Karl Lamers et Yves-Thibault de Silguy n'auront pas été surpris par les événements. Jacques Delors disait et répétait sans se lasser qu'une éventuelle majorité de gauche en France ne demanderait aucune modification ni aux critères de Maastricht ni au pacte de stabilité, mais l'application effective des art.102 et 103 du Traité. Karl Lamers avait expliqué avec beaucoup de clarté qu'il n'y avait aucune divergence entre son pays et la France sur la nécessaire coordination renforcée des politiques économiques, aucun désaccord sur le fond mais quelques questions sémantiques et la nécessité de tenir compte des sensibilités de chacun. Et M. de Silguy avait invité à dépasser justement les questions de terminologie et à regarder la substance: la coordination des politiques économiques est là, dans le Traité, avec les instruments pour la réaliser, si la volonté politique existe. On peut y ajouter la prise de position de M. Maystadt, selon qui le gouvernement économique européen existe déjà: c'est le Conseil Ecofin, s'il veut bien prendre ses responsabilités. Et quant à la position prioritaire de l'emploi dans la politique européenne, on ne parlait que de ça depuis quelque temps.

Mais évidemment les bonnes lectures ne sont pas l'apanage de tous les hommes politiques ni de tous les journalistes. A côté de la jubilation trop évidente d'une partie de la presse britannique à mettre en relief les obstacles - vrais ou présumés - dans la marche vers l'euro, on pouvait lire des comptes rendus étonnants. La défense logique du pacte de stabilité par Theo Waigel était mise en opposition à l'attitude de la France, alors

que celle-ci n'avait jamais mis en question le contenu de ce pacte. En fait, chaque ministre, chaque gouvernement avait quelques messages à faire passer à son opinion publique, mais tous en étant conscients que l'échec éventuel de l'euro, voire même une simple impression ou sensation d'échec perçue par les milieux financiers internationaux, aurait des répercussions très graves pour tous les États membres, et tout d'abord pour l'Allemagne elle-même. La ruée vers le DM serait telle que son taux de change grimperait en flèche, en compromettant la compétitivité économique du pays, en provoquant une vague de délocalisations industrielles vers l'étranger, en mettant en cause des millions d'emplois. A-t-on suffisamment expliqué tout ceci à l'opinion publique allemande craintive face à l'idée d'abandonner le DM ? Sur un plan plus général, M. de Silguy nous a déclaré: "A l'aube du troisième millénaire, l'Europe sera jugée à l'aune du succès de son Union économique et monétaire. Ou bien l'UEM réussit, et l'Europe comptera dans le monde, ou bien elle ne réussit pas et l'Europe sera considérée comme un continent vieillissant, rigide, avec un potentiel de croissance limité." Les ministres des Finances et les chefs de gouvernement le savent. Et ils se comporteront en conséquence.